Etat du Valais
Département de la sécurité,
des institutions et du sport
Avenue Ritz 1
1950 Sion

Sion, le 30 mai 2017

Concerne : Consultation de l'avant-projet de loi sur la mendicité

Le PLRVS s'interroge sur la nécessité de cette loi : elle vise un problème d'ordre public quasiment inexistant sur le territoire valaisan. De plus, une telle interdiction au niveau cantonal n'est pas utile compte tenu des outils existants au niveau des communes : plusieurs communes valaisannes interdisent déjà la mendicité. Le projet de loi, qui fait de la mendicité une contravention de droit cantonal, enlève ainsi une compétence aux communes. De plus, puisque cette loi imposerait de nouvelles responsabilités à la police cantonale, il semblerait que l'instauration d'une telle interdiction reviendrait à retirer des ressources policières et judiciaires à des missions plus prioritaires.

En plus de nos réticences concernant les raisons d'être de cette loi, nous nous sommes interrogés sur l'article 2 de l'avant-projet qui différencie deux formes de la mendicité (définie dans Art. 1) : celle exercée par des gens dans le besoin, et celle exercée professionnellement. Cette différenciation n'a pourtant aucun impact sur les autres articles de l'avant-projet. Quelle est la nécessité d'une telle différenciation, si l'interdiction de la mendicité est totale ? Le règlement de la police municipale de Monthey, par exemple, note simplement que : *"Il est interdit de se livrer à la mendicité, tant sur le domaine public que privé."* (Art. 14)

Pour résumer, le projet de loi sur la mendicité s'attaque à un problème encore inexistant avec des mesures légales superflues.

Pour le PLRVS,

Richard Baker
Secrétaire politique